ALERTE SERVICES PUBLICS

18 juillet 2024

La Poste et la Caisse des dépôts et consignations directement menacées par le Rassemblement national !

Au même titre que d'autres services publics, La Poste et la Caisse des dépôts et consignations (qui dispose de 66% du capital de la Poste) sont directement menacées dans leur statut comme dans l'exercice de leurs missions de service public par le Rassemblement national.

Qu'on en juge sur le programme du RN visant entre autres à démanteler la CDC et La Poste :

- Le RN propose de supprimer la subvention publique accordée à la Banque postale pour sa mission d'accessibilité bancaire exercée à travers le Livret A *(1, 5 million d'usagers, essentiellement des titulaires des minimas sociaux et des réfugiés et demandeurs d'asile).*
- Le RN propose de diminuer les sommes versées par l'Etat à La Poste au titre de l'aménagement du territoire.
- Le RN propose de diminuer les sommes versées par l'Etat à La Poste au titre de la distribution de la presse *(mission de service public essentielle au pluralisme démocratique et à la diffusion des idées dans notre pays).*
- Le RN propose de céder les missions de service public de distribution du courrier et des colis à Amazon *(il fallait y penser, le RN l'a trouvé !)*
- Ces 4 missions contribuent directement au maintien de la représentation territoriale de La Poste, notamment dans les territoires les plus fragiles : quartiers populaires, monde rural et outremers. Ces missions sont tellement imbriquées les unes dans les autres, que la perte ou l'amoindrissement de l'une d'entre elles impacte directement les autres missions de service public mais également le fonctionnement de La Poste dans son ensemble: les missions d'accessibilité bancaire ou d'aménagement du territoire peuvent permettre par exemple le maintien de bureaux de poste là où la rentabilité financière exigerait le contraire.
- Le RN propose la mise en place de la préférence nationale y compris dans

le logement social. A l'instar de tous les bailleurs sociaux, CDC Habitat (550 000 logements sociaux) et ADOMA (filiale de la CDC) en charge, notamment, de loger les travailleurs migrants et les demandeurs d'asile ne pourraient plus exercer leurs missions sans appliquer des critères de discrimination totalement contraires aux valeurs républicaines d'égalité et solidarité.

- Le RN propose de remettre en cause le financement de la transition énergétique, nouvelle priorité de la CDC. Au nom de son climato-scepticisme, il ne serait plus possible à l'avenir de financer dans les mêmes conditions le développement des énergies renouvelables.

De toute évidence, le Rassemblement national menace directement l'avenir des missions de service public de la Poste et de la Caisse des dépôts comme il menace l'avenir même de nombreuses missions de service public confiées à l'Education nationale, à l'Hôpital, à la Justice etc.

Aussi, au nom de la défense et de la promotion de l'ensemble des missions de service public existantes dans tous les domaines définis par la loi et, notamment, de leur égal accès pour tous nos concitoyens français et étrangers résidant sur le territoire national, nos organisations associatives, syndicales et politiques rassemblées appellent tous nos concitoyens à mesurer les enjeux en terme de cohésion sociale et territoriale et à faire barrage aux candidat.e.s du Rassemblement national à l'occasion des présentes élections législatives.

Les signataires

Associations : Aitec – Association des familles victimes du saturnisme (AFVS) – ATTAC France – Confédération nationale du logement (CNL) – CNL Val-de-Marne – Comité de vigilance pour le maintien des services publics en Haute Saône – Convergence nationale Rail – Convergence nationale Services publics – Dom'Asile – Droit Au Logement 974 Ile de la Réunion – Fondation Copernic – Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés) – INDECOSA-CGT – INDECOSA CGT Oise – Pour une écologie populaire et sociale – Résistance sociale – Stop Précarité

Organisations et fédérations membres du Collectif Alerte : Action contre la

Faim – Agence nouvelle des solidarités actives (ANSA) – Association des Collectifs Enfants Parents Professionnels (ACEPP) – APF France Handicap – Association Addictions France – ATD Quart Monde France – Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs et précaires (CCSC) – Coorace – Droits d'Urgence – Emmaüs France – Fédération des Associations et des Acteurs pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL) – Fédération SOLIHA – Fédération Habitat et Humanisme – Fédération des acteurs de la solidarité – Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et Gens du voyage (FNASAT-Gens du voyage) – Fédération Vacances et Familles – Fondation Abbé Pierre – Fondation Armée du Salut – Fonds Social Juif Unifié (FSJU) – France Terre d'Asile – La Cimade – La Cloche – Les Petits Frères des Pauvres – Ligue des droits de l'Homme – Médecins du Monde – Secours Catholique – Solidarités Nouvelles face au Chômage (SNC) – Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles (UNA) – Union nationale des associations familiales (UNAF) – Union nationale des Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes (UNCLLAJ) – Union nationale des familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM) – Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ) – Union professionnelle du logement accompagné (UNAFO) – Union nationale interfédérale des oeuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (UNIOPSS)

Organe de Presse : Economie et politique

Syndicats : CGT Caisse d'Epargne Ile de France – CGT Caisse nationale de Prévoyance – Syndicat CGT des Agents territoriaux de la Roche sur Yon – Union des syndicats CGT du groupe Caisse des dépôts (USCD CGT) – Printemps de la Psychiatrie – Union syndicale de la Psychiatrie – SUD PTT – SUD PTT Territoire de Belfort – Solidaire Nord Franche-Comté

Partis politiques : Gauche démocratique et sociale – Générations.S – L'engagement – La France Insoumise de Haute-Saône – Parti de Gauche du Doubs et de Haute-Saône